

PREFECTURE DU HAUT-RHIN

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES ET DE  
L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSEES

JMG/AG

ARRETE

N° **960500** du **29 MARS 1996** portant  
prescriptions complémentaires aux Etablissements BAUMGARTNER et Cie  
-----

LE PREFET DU HAUT-RHIN  
*Officier de l'Ordre National du Mérite*

VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

VU le tableau modifié, annexé au décret du 20 mai 1953 pris pour l'application de l'article 5 de la loi du 19 décembre 1917 relative aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes, constituant la nomenclature des Installations Classées ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi susvisée ;

*non reçu à la direction*  
VU l'arrêté préfectoral n° 952577 du 22 décembre 1995 portant mise en demeure des Etablissements BAUMGARTNER et Cie de respecter l'arrêté préfectoral n° 73-524 du 31 mai 1993 et notamment son article 1.3, et de procéder à l'élimination de tous produits chimiques toxiques dangereux corrosifs ou inflammables encore présents sur le site ;

VU le rapport du 9 décembre 1995 de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement chargée de l'inspection des Installations Classées ;

VU l'avis du 18 janvier 1996 du Conseil Départemental d'Hygiène ;

CONSIDERANT la cessation définitive des activités de teinture textile des Etablissements BAUMGARTNER et Cie ;

CONSIDERANT que l'exploitant n'a pas procédé à l'exécution des formalités prévues à l'article 34.1 du décret précité relatives à la remise en état des lieux ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu pour la protection des intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 d'imposer des prescriptions complémentaires relatives à la remise en état du site des Etablissements BAUMGARTNER ;

SUR proposition de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement ;

REPUBLIQUE FRANCAISE  
*Liberté Égalité Fraternité*

## ARRETE

### Article 1er :

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent aux Etablissements BAUMGARTNER représentés par Maître Anny HARQUET, mandataire judiciaire sise résidence le Koïfhus, 4 rue du Conseil Souverain à 68000 COLMAR.

### Article 2 :

Un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise des installations ainsi qu'un mémoire sur l'état du site sera remis au Préfet du Haut-Rhin.

Le mémoire précisera les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts visés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 susvisée et pourront comporter notamment :

- 2.1 L'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, ainsi que des déchets présents sur le site ;
- 2.2. La dépollution des sols et des eaux souterraines et superficielles éventuellement polluées ;
- 2.3. L'insertion du site de l'installation dans son environnement ;
- 2.4. En cas de besoin, la surveillance à exercer de l'impact de l'installation sur son environnement.

### Article 3 :

Le Préfet du Haut-Rhin consultera Monsieur le maire de Sainte Marie aux Mines sur les mesures prévues par le représentant des Etablissements BAUMGARTNER. En l'absence d'observation dans le délai d'un mois, son avis est réputé favorable.

### Article 4

Il sera procédé à tous travaux reconnus nécessaires à l'issue de l'étude prescrite à l'article 2.

### Article 5

Le Préfet du Haut-Rhin sera informé par le représentant des Etablissements BAUMGARTNER de la réalisation des travaux prévus pour la remise en état de son site.

La conformité des travaux sera constatée par procès-verbal de récolement de l'inspecteur des installations classées.

### Article 6

Les frais résultants des dispositions imposées dans le présent arrêté seront imputables à l'actif subsistant des Etablissements BAUMGARTNER.

**ARTICLE 7 :**

Un avis faisant connaître qu'une copie de l'arrêté portant prescriptions complémentaires est déposée à la mairie de SAINTE-MARIE-AUX-MINES et mise à la disposition de tout intéressé, sera inséré par les soins du service instructeur et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché à la mairie de SAINTE-MARIE-AUX-MINES pendant une durée minimum d'un mois et affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

Le Secrétaire Général de la Préfecture du HAUT-RHIN, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement chargé de l'inspection des installations classées et les inspecteurs des services d'Incendie et de Secours sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Fait à COLMAR, le **29 MARS 1996**

Le Préfet,



Pour ampliation  
Pour le Préfet  
et par délégation  
Le Chef de Bureau :

Christian AULEN

Pour le Préfet,  
et par délégation,  
Le Secrétaire Général

Signé : J.C. EHRMANN

Délais et voie de recours (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement).  
La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif,  
le délai de recours est de deux mois à compter de la notification pour le demandeur ou pour l'exploitant,  
il est de 4 ans pour les tiers à compter de l'affichage ou de la publication de la présente décision.